

M. SPENCE (Parkdale)... et le public n'est guère en mesure d'en acquitter de nouveaux. Ce qu'il nous faut aujourd'hui, au pays, c'est une administration économe et conforme aux sains principes des affaires, non pas l'administration prodigue qui pèse sur le peuple depuis votre avènement au pouvoir. Depuis que vous êtes entrés en fonction, le Gouvernement n'a tenu aucun compte du monde des affaires. Depuis le jour où vous avez pris possession des banquettes ministérielles vous n'avez eu d'égards que pour les auteurs de projets fantaisistes, et il continuera d'en être ainsi tant que vous ne serez pas délogés de vos sièges et qu'un parti composé de véritables hommes d'affaires, le parti conservateur, ne constituera pas un ministère qui s'emploiera utilement pour le pays.

L'hon. M. BENNETT: Monsieur le président, on m'a fait trois questions auxquelles je vais essayer de répondre. En premier lieu, le premier ministre a demandé si, en ma qualité de directeur de la Metropolitan Life Insurance Company, je m'étais opposé ou non à la construction de l'immeuble que cette compagnie vient d'ériger. Je dois lui dire que je ne m'y suis pas opposé; j'ai appuyé le projet autant qu'il était de ma compétence de le faire. Je désire en ce moment exposer les circonstances qui ont conduit à la construction de cet immeuble. La Metropolitan Life Insurance Company l'emporte sur toute autre compagnie canadienne pour le chiffre des assurances sur la vie souscrites au Canada, et elle jugea à propos de consacrer une partie des primes qu'elle perçoit de ses assurés à l'érection de cet immeuble. Mais au début de ses opérations la compagnie occupait sur la rue Elgin, un local tellement étroit que l'on s'imaginerait difficilement comment la compagnie pouvait y poursuivre ses opérations. En d'autres termes, à ses premiers jours, la compagnie avait ses bureaux dans un édifice des plus insignifiants, mais lorsque ses affaires prirent de l'expansion et qu'elle constata que le volume de ses opérations exigeait des bureaux plus vastes, elle construisit l'édifice que nous voyons aujourd'hui sur la rue Wellington.

Ce que je cherche à faire ressortir, c'est qu'au début de notre existence parmi les nations représentées à Washington nous devrions nous borner à faire comme les autres nations ont fait dans les mêmes circonstances, c'est-à-dire occuper un local qui concorde avec notre condition et l'effort que nous apportons à nous établir. C'est ce qui se fait dans le cours ordinaire des choses. Ce serait mettre en application le vieux dicton d'après lequel l'enfant se traîne avant de marcher. Il convient que le Canada suive l'exemple indiqué par les grandes entreprises qui, au début de leur exis-

tence, s'établissent suivant leurs moyens, et agrandissent ensuite leurs locaux à mesure que leurs revenus augmentent. L'édifice que la Metropolitan Life Insurance Company a érigé à l'angle des rues Wellington et Bank au coût de deux millions de dollars représente la compagnie d'aujourd'hui, dont l'actif s'élève à deux milliards; la petite propriété de la rue Elgin était de l'époque où l'actif de la compagnie atteignait un peu plus de cent millions. Je cite ce fait comme exemple de ce que devrait faire notre pays.

On a dit aussi que je ne suis pas en faveur de l'ambassade. On connaît parfaitement mes vues. Je ne crois pas que sir Robert Borden eût en vue une entreprise aussi considérable que celle-ci quand il désirait établir une ambassade à Washington. Ce désir est venu des commissaires du commerce que nous avions à Washington durant la guerre. J'ai toujours pensé que le Canada devrait avoir, à Washington, un commissaire du commerce actif, qui occuperait, mettons, la même position que M. Larkin à Londres. Il est haut commissaire et nous pourrions nommer un tel fonctionnaire à Washington, pour s'occuper du développement de notre commerce. Actuellement, nous sommes le deuxième client en importance des Etats-Unis et nous devrions porter ce pays à acheter une plus grande quantité de nos marchandises. Eu égard à notre état financier et à notre balance commerciale, il n'est pas logique d'établir une ambassade à Washington; je veux dire que nous achetons toujours plus d'eux et qu'ils achètent de moins en moins chez nous, sauf des matières premières et des articles partiellement ouvrées. Nous devrions établir un bureau de commissaire du commerce ou de haut commissaire, si vous voulez. Comme nous avons plusieurs commissaires du commerce en Angleterre avec, à la tête, un haut commissaire, nous devrions établir un bureau de commissaire du commerce, à Washington, plutôt qu'une ambassade. Nous n'avons pas besoin de diplomates, mais de commissaires du commerce. Nous avons besoin d'hommes qui feront progresser notre commerce au lieu de proclamer que nous possédons un bel édifice. A mon sens, tel est l'avis de la plupart des hommes d'affaires du pays à cet égard. J'ai toujours pensé que notre pays devrait nommer un commissaire du commerce à Washington; il me semble que nous avons subi de grandes pertes parce que nous n'en avons pas. Parler d'ambassadeur et de commissaire du commerce en même temps, c'est confondre les termes et commettre une grave erreur.

On a dit qu'en tenant compte du loyer, nous paierons l'édifice en vingt ans. A ce sujet, je rappelle que, l'an dernier, comme